Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Concurrence pas libre et bien faussée

Sfr, Bouygues, Orange...

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : mardi 31 janvier 2006

Démocratie & Socialisme

Thierry Breton est un bonimenteur sans scrupule. L'homme vous grossit la dette de la France et vous assure que tout cela est dû aux « nationalisations » de 1982, puis vous explique qu'en vendant les « bijoux de famille » de l'état, postes, télécoms, autoroutes, et biens patrimoniaux, on va faire des économies et « rembourser la dette » en « pensant à nos enfants ». Il rajoute que le privé c'est mieux, que la concurrence fait baisser les prix, que le consommateur y gagne, et que l'état n'a pas vocation à gérer des grands entreprises (y compris relevant du domaine du service public). Il annonce aussi que des rendez-vous auront lieu en 2008 et qu'il faudra bien enlever les avantages de retraite aux cheminots, aux électriciens et ce qui reste encore aux fonctionnaires...(France inter, 12 janvier)

On est stupéfait du culot, de la vulgarité, du degré zéro, économiquement, du personnage... Mais c'est la mode intégriste libérale qui semble l'autoriser à parler sans être aussitôt couvert de ridicule, de quolibets et de sarcasmes...

Pourtant, un exemple, entre tous : la vente de France-télécom, le démantélement passé du service public du téléphone, et le démantèlement en cours de la Poste, non seulement n'ont pas servi le consommateur, mais ont fait manifestement perdre de l'argent à l'Etat, contribuant à l'endetter.

Thierry Breton est mouillé jusqu'au cou dans l'entente illicite entre Sfr, Bouygues, Orange : ces trois groupes ont littéralement pillé 50 millions de porteurs de téléphone mobile. Il est question d'un milliard d'euros de « vol », oui, de vol, d'authentique « hold up » commercial, par entente illicite pour faire rentrer le maximum de profits dans leurs caisses. C'est la tirelire, ils n'ont plus à investir, ils font dix fois la culbute sur les « Sms » que s'envoient les jeunes, ils ont bloqué les prix, et mis en place des systèmes pour rafler le maximum d'argent sans efforts... Pourtant , il y a des zones non couvertes, pareillement pour internet, Adsl n'arrive pas partout, est trop cher, l'égalité territoriale a été brisée, et ils multiplient les formules d'appel (téléphones gadgets de toutes sortes) plutôt que d'assurer un vrai service à bas coût sur l'ensemble du territoire pour tous...

Et les bénéfices s'ils étaient encore publics, non seulement profiteraient aux investissements, mais aussi aux salariés, aux usagers, et à l'état rapportant plus à long terme que la vente initiale des actions... Croyez-vous que ces racketteurs pris la main dans le sac, en attente d'être jugés, pièces à l'appui, se confessent ? Non, ils essaient d'intriguer pour intimider la justice en appel, pour ne pas payer ce qu'ils doivent aux associations de consommateurs ! Et le ministre d'état, Thierry Breton, complice, donne des leçons de morale et d'économie à tout le monde sur tous les médias... Il n'y a même pas de scandale, il n'est même pas obligé de démissionner, il ose continuer à plastonner sans vergogne...

Et ils s'apprêtent à faire cela pour l'électricité et le gaz, la Sncf, la Ratp, l'école, la santé, selon les décisions de l'Omc à Hong-Kong, qu'ils approuvent... Ils vont privatiser de plus en plus, pour donner à leur copains et coquins actionnaires, pour augmenter les tarifs d'abonnement, puis les services, puis à les mettre en fausse concurrence, comme les autres, et avec pour résultat de siphonner les avoirs qui auraient pu revenir à l'état. Et ensuite, ils diront qu'on ne peut plus payer les retraites des salariés concernés, et, sous prétexte de faire reculer ces « privilégiés » ils feront reculer tout le monde, portant la retraite de 65 à 67 ans.

Pourquoi les leaders de la gauche ne tiennent-ils pas le langage qu'il faut pour dénoncer ces manoeuvres évidentes ? C'est pourtant ce qu'attend d'eux le peuple. C'est parce qu'ils sont timorés (ou complices ?) qu'ils ne sont pas audibles, qu'il y a tant de méfiances et de divisions. Si leur projet pouvait être clair : « pour une 6° République sociale » et prévoir la renationalisation de France télécom, de La poste, d'Edf-Gdf, l'élargissement du secteur public en proposant un "projet" chassant les voleurs et les bonimenteurs à la Breton, il est certain que la victoire contre la droite serait assurée en 2007.

Copyright © Démocratie & Socialisme

C.G.

Copyright © Démocratie & Socialisme